

DANS LA RUE ET DANS LES ENTREPRISES !

Inflation, prix de l'énergie, salaires : en cette rentrée, les raisons de la colère restent entières. SUD Industrie porte depuis plusieurs années des revendications claires : indexation des salaires sur l'inflation, réouverture anticipée des négociations salariales, blocage des prix, baisse des taxes sur les produits énergétiques et taxation accrue des profits et des superprofits. Dans ce contexte, plusieurs appels circulent pour relancer le mouvement des Gilets jaunes. Après consultation de nos syndicats territoriaux, SUD Industrie a décidé d'appeler à la mobilisation du 17 octobre 2026. Le mouvement des Gilets jaunes, malgré sa

diversité et ses contradictions, avait profondément bousculé le pouvoir politique et économique. SUD Industrie avait été d'ailleurs l'un des premiers syndicats à appeler à participer au mouvement des Gilets jaunes, en articulant mobilisation dans la rue et rapport de force dans les entreprises. La mobilisation de 2018 avait notamment précédé l'adoption de mesures d'urgence sur le pouvoir d'achat, parmi lesquelles la revalorisation de la prime d'activité et la création de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat. Mais l'enjeu aujourd'hui dépasse la seule relance d'un mouvement. Face à l'accumulation des colères, les journées de mobilisation sectorielles qui se succèdent, secteur par secteur, ne peuvent suffire. Salaires, énergie, retraites, emploi, services publics ou conditions de travail ont une même **nécessité : construire un rapport de force commun. Dès le 17...**



LDC

Chez LDC Sablé, SUD Industrie 72 a fait adopter une motion CSE sur les conditions de travail. Il s'agit d'une première dans l'histoire du CSE. Cadences, chaleur, froid et accidents sont pointés par le syndicat, qui demande à la direction des mesures rapides !



TOUR EIFFEL

À la Tour Eiffel, SUD industrie a dénoncé l'éviction de salariées femmes lors d'une visite culturelle. Face à l'intégrisme religieux et aux discriminations, le syndicat a mobilisé les salariés en appelant à la grève : la direction a reconnu sa faute et ouvert deux enquêtes.



ORANO

Dans l'entreprise Orano, SUD Industrie Normandie-Mayenne a révélé l'accès indu à des données RH sensibles concernant potentiellement 7 000 salariés. Après constat par commissaire de justice, le syndicat a saisi la CNIL et obtenu la coupure immédiate des accès.

PLANIFIER POUR LA POPULATION, PAS CONTRE LES TRAVAILLEURS

La loi actualisant la programmation militaire, publiée au Journal officiel du 18 août, ne concerne pas seulement les armées. Elle élargit les obligations en matière de plans de continuité ou de rétablissement d'activité et d'identification des emplois indispensables.

Elle crée également un « état d'alerte de sécurité nationale » permettant, dans certaines circonstances, de déroger notamment le temps de travail, la santé et la sécurité pour les emplois jugés indispensables. Pour SUD Industrie, une situation de crise ne peut pas servir à faire du droit du travail une variable d'ajustement.

Mais ce texte pose une autre question : **qu'est-ce que défendre la population ?**

Le Covid avait brutalement montré les conséquences de décennies de désindustrialisation. Masques, respirateurs, anesthésiques : la France s'était retrouvée dépendante de productions et de chaînes d'approvisionnement qu'elle ne maîtrisait plus. Mais limiter la leçon aux produits de santé serait une erreur. Automobile, électronique, etc. : une société doit être capable de produire une part suffisante de ce qui est indispensable à son fonctionnement et aux besoins de sa population.

Pour SUD Industrie, la désindustrialisation n'est pas une fatalité. Elle est le résultat de choix politiques et patronaux : délocalisations, recherche permanente de rentabilité, abandon de filières,

mise en concurrence des travailleurs et acceptation de fermetures d'usines. Et lorsqu'une usine disparaît, ce ne sont jamais

« seulement » les centaines ou milliers d'emplois directs qui sont concernés : ce sont les sous-traitants, les services et parfois tout un bassin de vie qui sont touchés. Le recul spectaculaire de l'industrie automobile française en est une illustration. La désindustrialisation participe ainsi au déclassement et au sentiment d'abandon - phénomènes permettant aussi de comprendre la progression du vote RN.

Depuis le Covid, quelques relocalisations et investissements ont été annoncés. Mais ils restent très loin de compenser des décennies de recul industriel. Des filières continuent de perdre des emplois, des sites et des savoir-faire. C'est pourquoi nous revendi-

quons une véritable planification industrielle, pensée dans l'intérêt de la population. Non pas une économie organisée uniquement en fonction des besoins militaires, mais une politique permettant de décider collectivement des productions stratégiques qu'il faut maintenir et développer. Cela commence par des usines, des travailleurs qualifiés, bien payés et une capacité industrielle pour faire face aux crises.

Enfin, concernant spécifiquement l'armement, SUD Industrie revendique une industrie d'armement limitée à la défense et à la dissuasion. Les entreprises de ce secteur bénéficient de commandes et d'investissements publics considérables. Nous revendiquons donc la taxation à 100 % des profits réalisés dans le secteur de l'armement.



« LA THÉORIE MARXISTE MIT AINSI UNE BOUSSOLE ENTRE LES MAINS DE LA CLASSE OUVRIÈRE DU MONDE ENTIER. » ROSA LUXEMBURG, RÉVOLUTIONNAIRE (1871-1919)

8ÈME CONGRÈS DE SUD INDUSTRIE : « DANS LE SYNDICAT, DANS LES ENTREPRISES, TENIR LE CAP. »



Les 24, 25 et 26 juin, l'Union Fédérale SUD Industrie a fêté ses 20 ans en tenant son 8e congrès à Angers, dans une ambiance à la fois combative, fraternelle et studieuse. Le congrès s'est ouvert sur une victoire : le refus du licenciement de

Florent, camarade de SUD Industrie 44-49, après une forte mobilisation. Le rapport d'activité a été adopté à l'unanimité et trois résolutions, issues d'un long travail en amont, sur la réindustrialisation, le réseau syndical international, l'unité d'action ouvrière et la défense de notre

syndicalisme de lutte ont été adoptées au consensus. Avec près de 4 000 adhérents, de nouvelles implantations et un CASI renforcé, SUD Industrie poursuit son développement en gardant le cap. Franky Poiriez et Florent Cariou sont les deux nouveaux co-secrétaires.

L'ENTRETIEN AVEC SUD IVECO ANNONAY



SUD INDUSTRIE 07-26 SECTION IVECO ANNONAY

À Annonay, l'usine Iveco produit des bus thermiques, hybrides, électriques et hydrogène, avec une montée en puissance des nouvelles motorisations. Sur ce site de soixante-dix hectares, SUD Industrie 07-26 compte aujourd'hui 202 adhérents. La section, animée notamment par Joao, Rachid, Yacine, Greg et Patrice, s'est fortement développée ces dernières années. Joao-Inrique Pinto Da Costa est trésorier du syndicat, délégué syndical, élu au CSE et défenseur syndical. La section prépare déjà les prochaines élections professionnelles, prévues en 2027.



**SUD INDUSTRIE 07/26
IVECO ANNONAY**

CRÉATION : 2016

VILLE : ANNONAY (07)

**REPRÉSENTANT : JOAO-INRIQUE
PINTO DA COSTA**

**CONTACTS : TEL SUD : 0622391931
SUD.IVECO.ANNONAY@OUTLOOK.FR**

« JOUR ET NUIT, ON FAIT LES CHOSSES PAR PASSION. »

Comment expliquez-vous le développement important et continu de la section ces dernières années ?

Ce n'est pas le hasard. Avec Rachid et toute l'équipe, on a énormément travaillé sur le terrain. On a remis les salariés en confiance, montré ce qu'on était capables de faire et beaucoup communiqué sur ce qu'est SUD. On a aussi connu des désaccords entre nous, mais on a su les régler et repartir ensemble. À partir de là, la section a vraiment décollé.

Le développement de l'électricité a profondément changé l'organisation du travail. Comment avez-vous agi ?

Tout s'est fait très vite : en six mois, avec le passage de la journée aux 2x8 et 3x8 et l'arrivée de centaines de salariés. Cela bouleversait les vies de famille. Nous

avons donc posé une condition : il fallait trouver des solutions concrètes avec l'entreprise et les acteurs locaux. Nous avons travaillé sur les crèches, les transports, le stationnement, la restauration avec une cantine ouverte sur une très large amplitude... Nous avons fait le choix de l'emploi, mais pas au détriment des salariés. Cela a été une vraie bataille, avec énormément de réunions et de travail.

Votre équipe paraît particulièrement soudée. Vous organisez aussi chaque année une fête du syndicat. Pourquoi est-ce important ?

Parce qu'un syndicat, ce sont d'abord des gens. Sur un site de soixante-dix hectares, certains adhérents ne se connaissaient même pas. Notre fête du *Brasero* a créé une vraie cohésion : nous

étions une trentaine au début, aujourd'hui entre 70 et 100. Cela devient presque familial. Cette solidarité existe aussi au quotidien : les salariés nous parlent de leurs difficultés personnelles et, quand on peut les aider, on le fait.

Qu'attendez-vous de celles et ceux qui rejoignent l'équipe SUD ?

D'abord d'être humains et de s'investir. Nous sommes disponibles de 7 heures à 23 heures parce que le site fonctionne sur une grande amplitude. On ne vient pas chez nous pour avoir un mandat, faire carrière ou gagner de l'argent. On vient défendre des valeurs, être utile aux salariés et travailler collectivement. C'est cette façon de fonctionner, directe et indépendante, que nous avons trouvée chez SUD.

FORMATION SYNDICALE : INSCRIVEZ-VOUS !



FORMATIONS CSE

Pour toutes les formations liées à la délégation du personnel en **CSE économique** (5 jours) ou **CSE Santé-Travail** (entre 3 et 5 jours suivant la situation), **contactez-nous pour recevoir le calendrier 2026 et 2027 (Paris et Régions).**

NOTRE HISTOIRE

Créé en 2015, l'Institut de Formation et d'Études des Secteurs Industriels de Solidaires (**IFESIS**) est issu de la volonté du secteur formation d'avoir son propre outil. Adapté aux spécificités du secteur, l'IFESIS développe une politique de formation ambitieuse.

Vous pourrez retrouver l'intégralité des formations dans le **mémo IFESIS 2025**, disponible en version numérique et papier, sur demande auprès de la permanence nationale.

LE CADRE LEGAL

La formation syndicale est un droit dans le cadre du congé de formation économique, sociale, environnementale et syndicale (CFESES, Art.L. 2145-1 et suivants ET L. 2145-5 et suivants du code du travail). Cette autorisation spéciale d'absence s'effectue sans aucune perte de salaire et constitue du temps de travail, rémunéré comme tel. Il n'est pas déduit des heures de délégation. **Chaque salarié a le droit à jusqu'à 12 jours/an.**

Lors du dépôt en bonne et due forme, l'employeur a 8 jours pour éventuellement contester, délai après lequel le congé est automatiquement accepté. En cas de refus, une procédure spécifique oblige l'employeur à consulter le CSE. Il est très difficile pour un employeur d'empêcher le dépôt de CFESES.

BOUTIQUE MILITANTE : PASSEZ COMMANDE

La visibilité de notre organisation, toute l'année et encore plus lors des différentes mobilisations, est essentielle pour faire progresser nos idées. La boutique militante de SUD Industrie est accessible à tous les syndicats SUD Industrie territoriaux pour passer leurs commandes via notre site internet. **Autocollants, drapeaux, sweats, chasubles, pin's, casquettes, calendriers**

et de nombreux autres accessoires originaux sont disponibles. La boutique s'est étoffée de manière significative ces dernières années. Elle existe grâce à l'implication militante des camarades (Zakaria, Damien, Jérôme, Bernard, Laurent) mais aussi aux commandes des syndicats, ce qui permet de mutualiser les coûts et d'avoir du matériel commun.



www.sudindustrie.org



Ce bulletin est **RÉDIGÉ PAR LES MILITANT-E-S** de SUD Industrie et animé par un **COMITÉ DE RÉDACTION** : Bernard, Francis, Julien, Marc. Sous la responsabilité du Collectif d'Animation de SUD Industrie (CASI). *Pour toutes questions : permanence@sudindustrie.org*. Le comité de rédaction est ouvert aux camarades qui souhaiteraient nous rejoindre : pour cela, votre syndicat SUD Industrie doit vous mandater et faire part de cette proposition directement au CASI pour validation.



**Union Fédérale
SUD industrie**
10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@sudindustrie.org

www.sudindustrie.org

01.42.94.98.86

Co-secrétaires :

Francky Poiriez & Florent Cariou

Secteur Trésorerie

Laurent Volonté 06.29.62.43.33

Marc Tzwangue 06.82.55.83.16

tresorerie@sudindustrie.org

Secteur Coordination - Vie interne

Julien - 06.51.00.95.52

coordination@sudindustrie.org

Secteur Formation / IFESIS

Francis Fontana 06.30.71.78.22

Bernard Guillerey 06.70.93.61.51

formation@sudindustrie.org

Secteur Juridique

Mohamed Khenniche 06.66.61.04.12

juridique@sudindustrie.org

Secteur Laïcité & lutte contre les discriminations

Francky & Julien

laicite@sudindustrie.org

Secteur International

Marc

international@sudindustrie.org

Secteur Boutique militante

Zakaria Mortaji 06.50.32.68.06

Jérôme Massin 06.70.27.78.35

boutique@sudindustrie.org

Secteur Luttes

Florent Cariou 07.86.15.86.84

luttes@sudindustrie.org

Secteur Communication

Janète Pereira 06.40.14.61.91

Bernard, Florent & Damien

communication@sudindustrie.org

Liaisons d'activité

Auto (Marc), Caoutchouc (Nicolas), Agro-alimentaire (Mickael) : et BTP en cours de construction. Contactez directement **la permanence@**